



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Élections provinciales 2012 Faire l'économie de la pauvreté?

Québec, le 24 août 2012 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté trouve incompréhensible que les enjeux relatifs à la lutte à la pauvreté aient été ignorés jusqu'ici dans la campagne électorale, alors que 750 000 QuébécoisEs ne couvrent pas leurs besoins de base et que le taux de participation aux élections générales québécoises ne cesse de diminuer.

Au Québec, près d'un million de personnes vivent en situation de pauvreté, dont plus de 750 000 qui n'ont même pas un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins de base reconnus. C'est donc plus d'une personne sur dix, majoritairement des femmes, qui doit choisir entre se soigner et se nourrir. La santé de ces personnes se détériore et leur espérance de vie est inférieure au reste de la population.

« Dans un tel contexte, on serait en droit de s'attendre à ce que tous les partis politiques prennent des engagements électoraux pour lutter contre la pauvreté et pour réduire les inégalités socioéconomiques. Or, jusqu'ici, un seul d'entre eux a clairement signifié ses intentions à ce propos. Pour les autres, c'est le silence radio. La pauvreté a des conséquences graves pour les personnes qui la vivent. De plus, elle coûte cher à la société québécoise. Ne pas parler de la pauvreté en période électorale est irresponsable. C'est encourager le cynisme des gens ayant un faible revenu vis-à-vis la classe politique », d'affirmer Robin Couture, porte-parole du Collectif.

Des études montrent en effet que les personnes dans un ménage dont le revenu est inférieur à 20 000 \$ exercent leur droit de vote dans une moins grande proportion que d'autres pans de la population. Comment pourrait-il en être autrement, quand presque tous les partis politiques semblent indifférents à leur sort? Pour mobiliser les gens, les intéresser aux affaires publiques, il faut leur montrer qu'il n'y a pas de fatalité, que les choses peuvent changer.

« Un faible taux de participation aux élections est interprété, avec raison, comme un signe de la perte de confiance de la population envers ses institutions démocratiques. Le taux de participation électorale au Québec a chuté de 32 % depuis 1976. Le Directeur général des élections du Québec aura beau faire des campagnes publicitaires pour encourager les gens à aller voter, si les partis politiques laissent délibérément de côté une importante portion de la population, la tendance ne risque pas de s'inverser », d'ajouter M. Couture.

Le Collectif presse les partis politiques à présenter leurs idées pour lutter contre la pauvreté et à les traduire sous forme d'engagements clairs. « Le Québec doit cesser de faire l'économie de la pauvreté. Il n'a pas les moyens de se priver de la contribution de centaines de milliers de personnes », a-t-il conclu.